



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Septembre 2025



NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Septembre 2025

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	10
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt des banques	15
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	17
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	17
4.2. Marché des titres de la dette publique	18
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	19
5.1. Croissance	19
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	22

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

Selon les enquêtes PMI, l'économie mondiale a maintenu sa trajectoire de croissance en août 2025, soutenue par le redressement de l'industrie manufacturière aux États-Unis et la demande intérieure en zone euro. L'activité du secteur privé s'est également renforcée en Chine, tandis qu'en Afrique du Sud, la progression reste modérée.

Aux **États-Unis**, l'expansion du secteur privé s'est poursuivie en août 2025, portée par une reprise du secteur manufacturier qui a permis de compenser le ralentissement dans les services. En **zone euro**, l'activité s'est accrue en dépit du recul des exportations, grâce à la demande intérieure qui a stimulé les nouvelles commandes.

En **Chine**, la croissance du secteur privé s'est accélérée, soutenue par la demande intérieure et un regain de confiance des entreprises. Cette dynamique se reflète dans une amélioration continue de l'activité manufacturière et des services. En **Afrique du Sud**, l'activité a légèrement progressé en août 2025, tirée par le redressement de la production, mais freinée par le ralentissement du marché du travail et la stagnation des exportations.

En Afrique de l'Ouest, l'économie est restée bien orientée au **Nigeria**, stimulée par la hausse des nouvelles commandes et de la production, tandis qu'au **Ghana**, l'activité du secteur privé s'est redressée, sous l'effet de la demande.

L'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 1,4%. En revanche, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés s'est replié de 1,8%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique affiche une tendance favorable, soutenue par la vigueur de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage. Le taux d'inflation est ressorti à -1,4% en août 2025, en baisse de 0,3 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de -1,1% enregistré le mois précédent, en lien avec la décélération observée au niveau des prix des produits alimentaires.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 5,02% en août 2025, en hausse de 28 points de base (pdb) par rapport à son niveau de juillet 2025 (4,74%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont légèrement assouplies en juillet 2025, avec un taux débiteur moyen de 6,68%, contre 6,70% le mois précédent et 7,13% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 13,2%, en glissement annuel, à fin juillet 2025, après une augmentation de 12,7% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des actifs extérieurs nets (+274,0%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4,6%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,5% au troisième trimestre 2025, soit le même rythme qu'au deuxième trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à -1,0% en septembre, -0,5% en octobre 2025 et +0,1% en novembre 2025. Le niveau projeté de l'inflation résulterait de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que de l'approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers à la faveur de la bonne campagne agricole 2024/2025.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 septembre 2025.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Selon les enquêtes PMI, l'expansion de l'économie mondiale s'est poursuivie en août 2025, portée par le rebond du secteur manufacturier aux États-Unis et la résilience de la demande intérieure en zone euro. En Chine, l'activité s'est raffermie, tandis qu'en Afrique du Sud, la dynamique est restée modérée.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 54,6 points en août 2025, après 55,1 points en juillet, signalant une expansion toujours robuste de l'activité. Ce dynamisme reflète un net rebond de la production manufacturière, malgré un ralentissement dans les services. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 51,0 points en juillet 2025, après 50,9 points en juillet 2025, soit son plus haut niveau depuis mars 2025. Cette amélioration de l'activité repose sur la demande intérieure, qui compense le net recul des commandes à l'exportation.

Au niveau des **pays émergents**, l'indice PMI composite de la **Chine** a atteint 51,0 points en août 2025, après 50,8 points en juillet 2025, reflétant une accélération modérée de l'activité dans le secteur privé, soutenue à la fois par les services et l'industrie. Malgré la contraction de l'emploi et la faiblesse persistante des exportations, les nouvelles commandes et la confiance des entreprises ont atteint leur plus haut niveau depuis cinq mois. En **Afrique du Sud**, l'indice composite s'est établi à 50,1 points en août 2025, après 50,3 points en juillet, reflétant une expansion limitée, portée par la légère reprise de la production et la hausse des achats. Cette évolution s'observe malgré un léger recul de l'emploi et la stagnation des exportations, dans un contexte de ralentissement des pressions inflationnistes.

Au niveau des **pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** est ressorti à 54,2 points en août 2025, après 54,0 points en juillet 2025, en lien avec la forte progression des nouvelles commandes et de la production. Au **Ghana**, l'indice composite est remonté à 50,8 points en août 2025, après 50,2 points en juillet 2025, soutenu par une reprise des commandes et de la production.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales maintiennent une approche prudente dans la conduite de la politique monétaire au regard de la persistance des incertitudes qui entourent les perspectives de croissance et d'inflation.

Au niveau des **pays avancés**, le 19 septembre 2025, la **Banque du Japon (BoJ)** a décidé de maintenir son taux directeur à 0,5%. Elle a annoncé par la même occasion la vente annuelle d'environ 330 milliards de yens de fonds négociés en bourse et de 5 milliards de yens de fonds d'investissement immobilier, signalant une nouvelle étape vers la normalisation de sa politique monétaire. Cette décision intervient dans un contexte marqué par des incertitudes politiques et commerciales, alors que l'économie japonaise montre une reprise modérée, soutenue par la consommation et l'emploi, mais qui est limitée par des exportations et une production industrielle faibles. L'inflation reste comprise entre 2,5% et 3%, tirée essentiellement par les denrées alimentaires. La **Banque d'Angleterre (BoE)** a laissé inchangé son taux directeur à 4,00%, le 18 septembre 2025. Elle a également décidé de freiner son resserrement quantitatif, en réduisant le volume annuel de cessions d'obligations d'État de 100 milliards à 70 milliards de livres en 2026. L'institution relève des signes positifs de désinflation, malgré un taux d'inflation encore à 3,8% en août 2025, susceptible de remonter légèrement en septembre, avant de converger vers le seuil cible de 2%. La BoE a identifié des risques haussiers sur l'inflation à moyen terme, tout en notant une croissance faible, un marché du travail en ralentissement et des signes de sous-utilisation des capacités productives. Elle a souligné une approche graduelle

dans la conduite de la politique monétaire, guidée par les données, sans trajectoire prédéterminée pour d'éventuelles réductions de taux. La **Réserve fédérale américaine (FED)** a réduit son taux des fonds fédéraux de 25 points de base le 17 septembre 2025, pour le situer dans une fourchette comprise entre 4,00% et 4,25%, marquant ainsi la première baisse des coûts d'emprunt depuis décembre 2024. Les prévisions de croissance du PIB pour 2025 se situent 1,6% contre 1,4% anticipé en juin 2025, tandis que l'inflation devrait rester à 3% en 2025, puis reculer à 2,6% en 2026. Le taux de chômage devrait s'établir à 4,5% en 2025, avec une légère baisse à 4,4% l'année suivante. La FED privilégie une approche graduelle de baisse de ses taux, estimant que le chômage progresse tout en demeurant relativement faible, tandis que l'inflation reste maîtrisée. La **Banque du Canada (BdC)** a abaissé son taux directeur de 25 pdb à 2,50%, le 17 septembre 2025, après trois décisions consécutives de statu quo, afin de faire face au ralentissement économique. En effet, le PIB s'est contracté de 1,6% au deuxième trimestre 2025, en raison d'une chute de 27% des exportations vers les États-Unis, liée aux droits de douane américains. Parallèlement, l'inflation est restée inférieure à l'objectif de 2% en août 2025, ce qui a donné à la BdC la marge nécessaire pour reprendre son cycle de baisse des taux. La **Banque centrale européenne (BCE)** a maintenu ses taux directeurs inchangés le 11 septembre 2025 (taux de facilité de dépôt 2,0%, taux de refinancement 2,15%, taux de prêt marginal 2,40%), adoptant une approche prudente pour ramener l'inflation à 2%. Selon la BCE, les risques sur la croissance sont désormais atténués. L'inflation devrait se situer à 2,1% en 2025 et la croissance à 1,2% en 2025.

Dans les **pays émergents**, la **Banque centrale d'Afrique du Sud (SARB)** a décidé, le 18 septembre 2025, de maintenir son taux directeur à 7,0%, adoptant une posture prudente face aux incertitudes mondiales. La décision intervient après une baisse cumulée de 125 points de base (pdb) depuis septembre 2024. La SARB marque une pause pour évaluer les effets de ces baisses de taux sur l'économie et l'inflation. La **Banque centrale de Chine** a laissé ses taux directeurs inchangés à des niveaux historiquement bas le 20 août 2025, maintenant le *Loan Prime Rate (LPR)*, référence pour les prêts bancaires, à 3,0% sur un an et 3,5% sur cinq ans. Le Comité a souligné la nécessité de maintenir une politique monétaire prudente, tout en conservant une orientation accommodante pour soutenir la reprise économique.

Au niveau des **pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA**, la **Banque du Ghana (BoG)** a, le 17 septembre 2024, réduit son taux directeur de 350 points de base à 21,50%, dans un contexte de recul progressif de l'inflation (11,5% en août 2025). Le cedi s'est renforcé de 21% face au dollar depuis le début de l'année. Malgré certains risques, la Banque centrale reste déterminée à soutenir la reprise.

Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Taux directeur au 20 septembre 2025 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en août 2025 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-100	-25	{4,00-4,25}	2,0	2,9
Zone euro	-135	-100	2,00	2,0	2,0
Royaume-Uni	-50	-75	4,00	2,0	3,8
Pays émergents					
Chine	-35	-10	3,00	3,0	-0,4
Russie	500	-400	17,00	4,0	8,1
Inde	0	-100	5,50	5,7	2,1
Brésil	50	275	15,00	{3,75+/-1,5}	5,1
Afrique du sud	-50	-75	7,00	{3,0 - 6,0}	3,3
Pays en développement					
Nigeria	875	0	27,50	{6,0 - 9,0}	20,1
Ghana	-300	-200	25,00	{8,0+/-2,0}	11,5
CEMAC *	0	-50	4,50	3,0	3,1

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2025

1.3. Marchés des matières premières

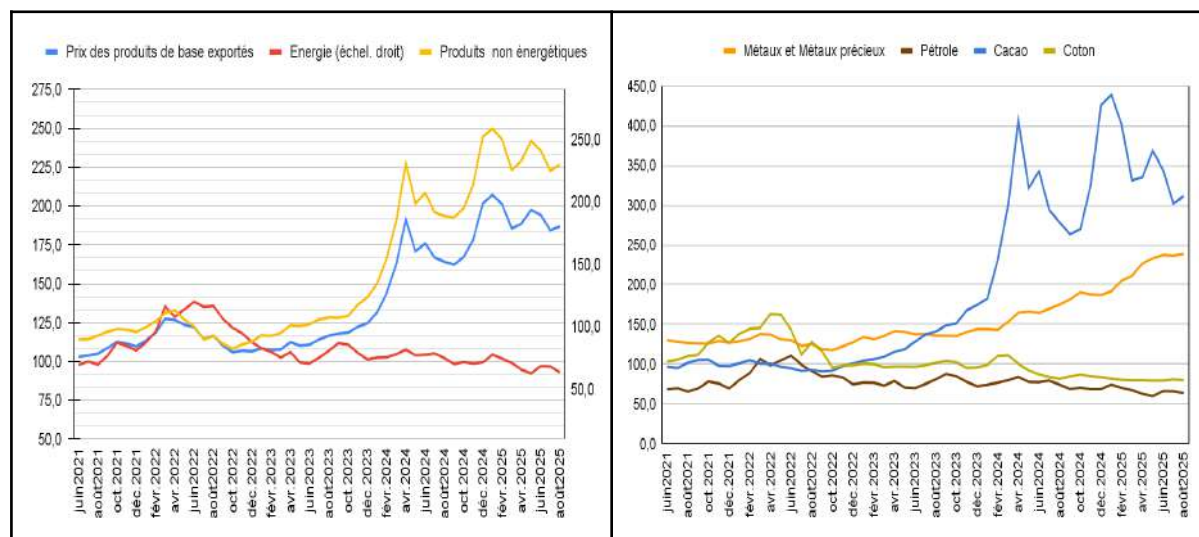
En août 2025, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 1,4%, en lien avec le raffermissement des prix des produits non énergétiques, notamment le café, le cacao et le phosphate.

L'indice des prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est accru, en glissement mensuel, de 1,4% en août 2025, après un recul de 5,1% le mois précédent. Cette évolution résulte de la hausse des prix des produits non énergétiques, notamment le **café** (+15,7%), le **cacao** (+3,0%), les **phosphates** (+8,0%), le **caoutchouc** (+3,1%), les huiles de **palme** et de **palmiste** (+1,8%), ainsi que de l'**or** (+0,8%). L'accroissement de l'indice a été atténué par l'affaiblissement des cours des produits énergétiques (**gaz naturel** : -5,1% et **pétrole** : -3,6%), du **zinc** (-3,5%) et du **coton** (-1,1%).

L'instauration par les États-Unis d'un droit de douane de 50% sur les importations en provenance du Brésil a incité les torréfacteurs à constituer davantage de stocks de **café**, réduisant ainsi l'offre sur le marché et contribuant à la montée des cours de ce produit. Les prix du **cacao** ont progressé sous l'effet d'une demande soutenue sur les principaux marchés de consommation, notamment en Europe et en Amérique du Nord. La reprise des achats industriels, en lien avec la normalisation des chaînes d'approvisionnement et la reconstitution des stocks, a contribué à la fermeté des cours. Les prix du **phosphate** ont poursuivi leur tendance haussière, portés par la persistance des restrictions d'exportation imposées par la Chine. Cette dynamique a été renforcée par une demande soutenue en engrais dans les régions agricoles d'Asie et d'Afrique. La hausse des cours des huiles de **palme** et de **palmiste** s'explique par la faiblesse de la monnaie malaisienne qui a stimulé la demande, notamment en provenance de l'Inde. Le renforcement des cours de l'**or** est attribuable à l'affaiblissement du dollar et aux anticipations d'un assouplissement monétaire de la Réserve fédérale américaine, qui tendent à réduire les rendements obligataires et à accroître l'attrait de l'or comme valeur refuge. En revanche, les cours du **gaz naturel** ont poursuivi leur baisse en raison de stocks abondants et d'une demande de gaz naturel liquéfié (GNL) plus faible, malgré une production stable aux États-Unis. L'affaiblissement des prix du **pétrole** en août 2025 s'explique par les spéculations sur un éventuel cessez-le-feu en Ukraine suscitées par les négociations américaines sur la guerre

russo-ukrainienne, qui relancerait la production pétrolière russe. Le repli des cours du **zinc** reflète la faiblesse de la demande industrielle et l'incertitude entourant les perspectives économiques mondiales. Le fléchissement des prix du **coton** est dû aux attentes d'une récolte exceptionnelle et à son arrivée précoce sur le marché.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



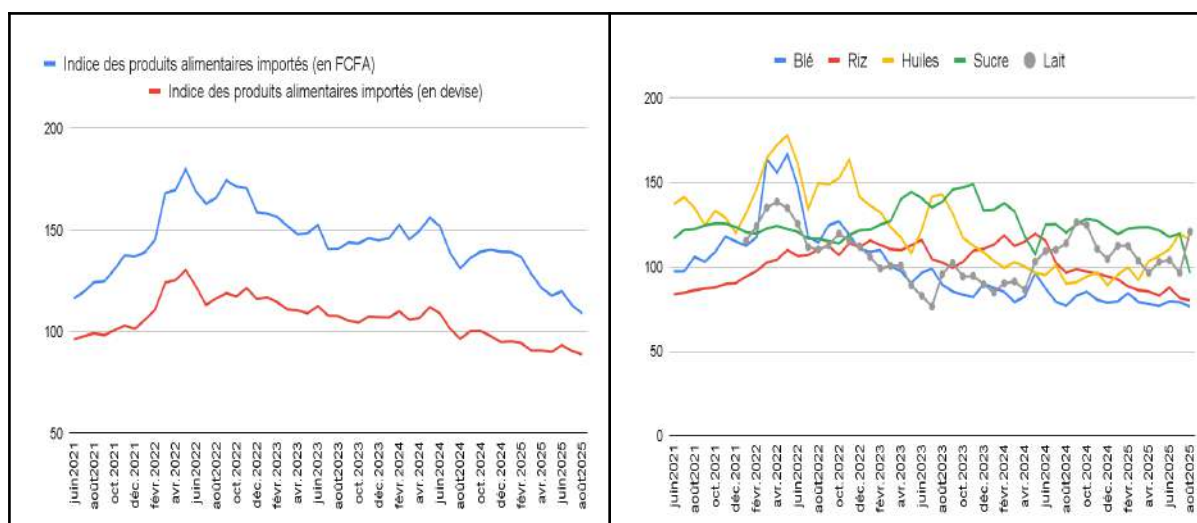
Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à août 2024, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a progressé de 13,8%, après un accroissement de 10,5% le mois précédent. La hausse des cours concerne les **phosphates** (+45,6%), le **zinc** (+42,0%), l'**or** (+36,3%), les **huiles végétales** (+21,1%), le **bois** (+13,1%), le **cacao** (+11,8%) et le **gaz naturel** (+2,0%). En revanche, les prix du **pétrole** (-14,2%), du **café** (-11,0%), de l'**uranium** (-9,7%), du **caoutchouc** (-6,5%), du **coton** (-2,1%) et de la **noix de cajou** (-0,7%) ont enregistré une baisse.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est replié, en variation mensuelle, de 1,8% en août 2025 après une hausse de 3,2% un mois auparavant. La diminution des cours concerne principalement le **blé** (-3,4%), l'**huile de soja** (-3,2%), le **riz** (-1,7%) et le **lait** (-0,2%). Les prix du **sucré** (+0,9%) ont, pour leur part, augmenté sur la même période.

Le recul des prix du **blé** s'explique principalement par une offre excédentaire sur le marché mondial. Les récoltes abondantes dans l'hémisphère nord ont soutenu l'offre sur le marché et pesé sur les prix. La Russie, premier exportateur mondial de blé, a notamment relevé ses prévisions de récolte pour 2025 à 84,5 millions de tonnes, soit un accroissement de 2% par rapport à 2024. Les cours de l'**huile de soja** ont fléchi en raison des anticipations d'une amélioration de l'offre, dans un contexte d'incertitude persistante concernant la demande chinoise. La baisse des prix du **riz** s'explique par une production mondiale abondante et des stocks élevés notamment en Inde et aux États-Unis. Le repli des cours du **lait** est attribuable à une offre importante, tandis que la demande, en particulier en Asie, reste encore faible.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2024, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a reculé de 8,0%, après une baisse de 10,9% le mois précédent. Cette dynamique a été imprimée par la diminution des cours du **riz** (-17,0%), du **lait** (-15,4%), du **blé** (-0,6%) et du **sucre** (-0,2%). En revanche, les prix de l'**huile de soja** (+28,5%) se sont renforcés.

L'indice des prix, exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 16,9%, en variation annuelle, en raison d'un affaiblissement des prix du **riz** (-21,4%), du **lait** (-19,9%), du **sucre** (-15,8%), du **blé** (-5,9%) et des **huiles végétales** (-1,5%).

1.4. Marchés financiers

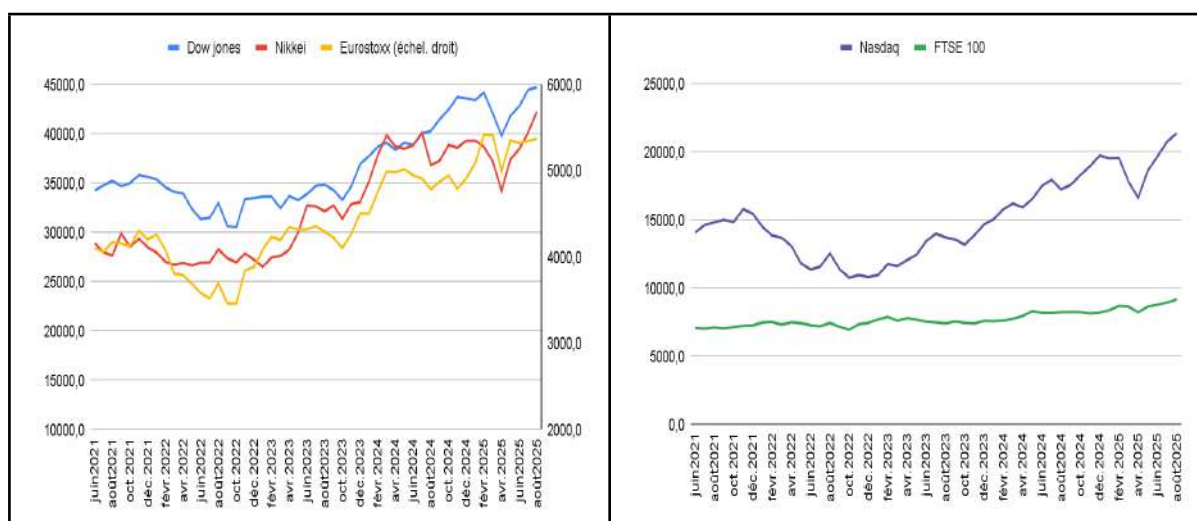
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont affiché une tendance haussière au cours du mois d'août 2025.

1.4.1. Les places boursières

En août 2025, les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une tendance globalement positive. Aux Etats-Unis, les indices NASDAQ et DOW JONES ont progressé respectivement de 2,9% et 0,6% comparativement à leur valeur moyenne du mois précédent. De même, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a augmenté de 2,4%, après une hausse de 1,9% le mois précédent. L'indice NIKKEI 225 du Japon s'est également renforcé de 5,3% par rapport à sa moyenne du mois précédent. L'indice EUROSTOXX 50 de la zone euro (+0,4%) s'est accru par rapport à juillet 2025. En revanche, l'indice CAC 40 de la France s'est replié de 0,1%.

En Afrique, les principaux indices boursiers se sont également raffermis en août 2025. Les indices GSE du Ghana (+12,7%), NSE du Nigeria (+11,5%), MASI du Maroc (+4,3%), FTSE de l'Afrique du Sud (+3,7%), BRVM Composite (+2,4%) et BRVM 30 (+0,5%) ont enregistré une hausse au cours de la période sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



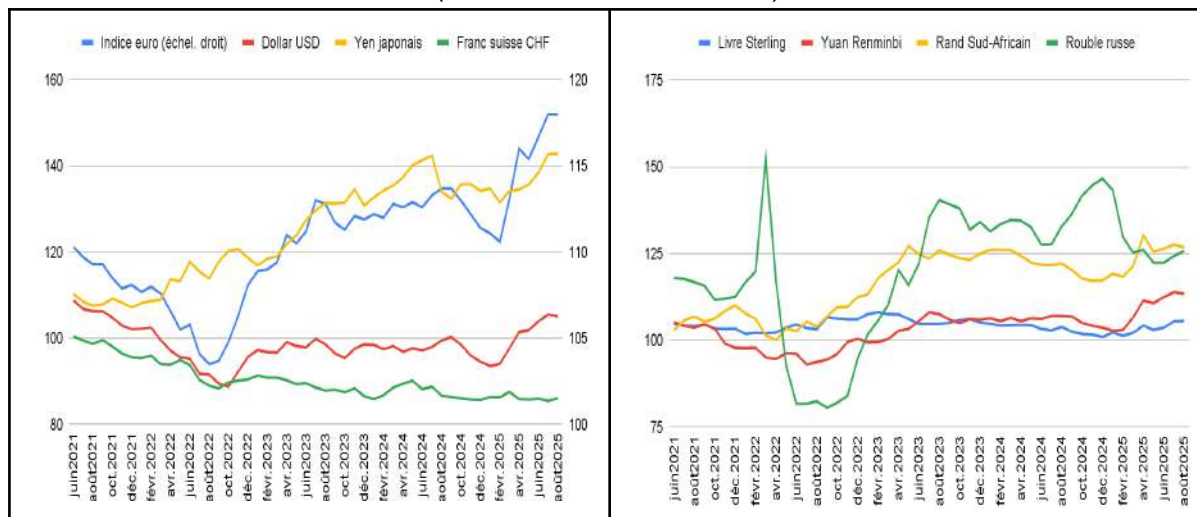
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, est resté stable en août 2025 par rapport à sa moyenne de juillet 2025. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro s'est appréciée par rapport au franc suisse (+0,7%), au dollar canadien (+0,5%), au dollar australien (+0,3%), au yen japonais (+0,2%) et à la livre sterling (+0,1%). La devise européenne s'est également renforcée face aux monnaies des pays émergents, notamment la roupie indienne (+1,2%) et le rouble russe (+1,2%). En revanche, l'euro a reculé face au rand sud africain (-0,6%), au yuan chinois (-0,4%) et au dollar américain (-0,4%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

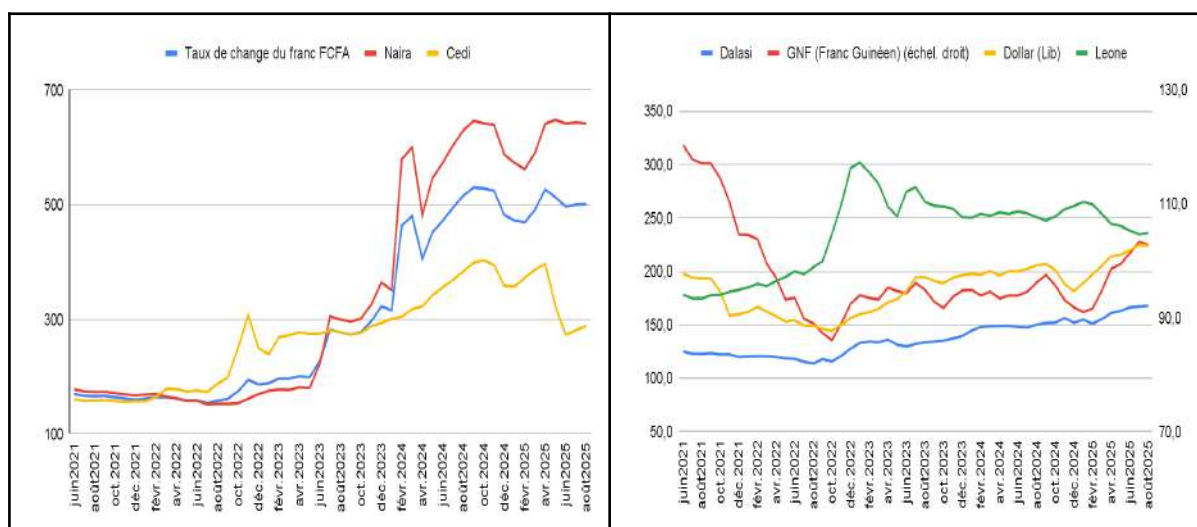
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois d'août 2025, une hausse de 0,2% par rapport à sa valeur du mois précédent, en lien avec son appréciation vis-à-vis du cedi ghanéen (+2,6%), du leone (+0,6%), du dalasi gambien (+0,4%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est dépréciée face au franc guinéen (-0,6%), au dollar libérien (-0,4%) et au naira (-0,2%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 2,9% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié de 24,8% face au cedi et de 5,9% à l'égard du leone. En revanche, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée de 11,7%, 8,8%, 6,7% et 1,9% par rapport respectivement au dalasi, au dollar libérien, au franc guinéen et au naira.

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin juillet 2025 montrent une évolution globalement positive de l'activité économique en variation mensuelle. L'indice global du climat des affaires s'est établi à +1,2 point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), en baisse toutefois de 0,1 point comparativement au mois précédent. La production industrielle s'est améliorée de 1,7%, en rythme mensuel, après une légère hausse de 0,2%. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est renforcé de 6,2%, après une diminution de 0,2% le mois précédent. Les prestations de services financiers ont augmenté de 0,2%, après un accroissement de 2,6% en juin 2025. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise indique une poursuite de l'amélioration de l'activité dans les pays de l'Union à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. En revanche, les services marchands non financiers se sont contractés de 7,2% d'un mois à l'autre.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a progressé de 1,7% en juillet 2025, après une hausse de 0,2% observée le mois précédent. La croissance de la production industrielle résulte principalement des activités de fabrication (+1,9 point) et, dans une moindre mesure, des activités extractives (+0,1 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	2,2	2,3	0,1	10,1	7,8
Extraction d'hydrocarbures	2,0	0,4	0,0	5,7	3,6
Extraction de minerais métalliques	-1,7	1,7	-0,1	-1,6	0,1
ACTIVITES DE FABRICATION	1,0	-2,0	1,9	2,2	3,2
Fabrication de produits alimentaires	1,1	-1,5	0,7	1,8	1,4
Fabrication de textiles	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,9	0,2	0,3	0,3	-0,2
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE ELECTRICITE ET DE GAZ	-0,3	-0,4	-0,1	0,5	0,6
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,1
INDICE GLOBAL	3,1	0,2	1,7	13,6	12,0

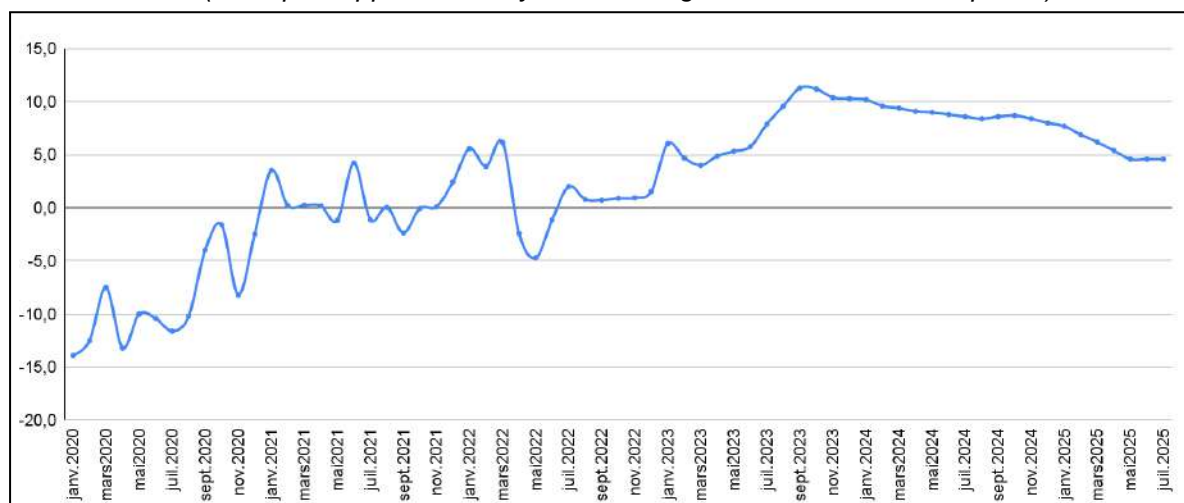
Source : BCEAO, (*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, s'est renforcée de 12,0% en juillet 2025, après une hausse de 13,6% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à l'accroissement des activités extractives (+7,8 points) et des activités de fabrication (+3,2 points).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en juillet 2025 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +4,6 points, tout comme le mois précédent. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Bénin (+28,0 points), au Sénégal (+23,4 points), au Burkina (+12,7 points), en Côte d'Ivoire (+9,0 points) et en Guinée-Bissau (+8,2 points). En revanche, une contraction de l'activité a été observée au Mali (-44,9 points), au Niger (-19,3 points) et au Togo (-7,1 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une hausse de 6,2% au cours du mois de juillet 2025, après un repli de 0,2% un mois auparavant. L'amélioration de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement liée au commerce de détail (+5,1 points), au commerce de gros et activités des intermédiaires (+0,9 point), ainsi qu'au commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (+0,2 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO

(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,4	0,0	0,2	0,8	0,5
Commerce de véhicules automobiles	0,1	0,0	0,0	0,5	0,4
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	0,4	-1,2	0,9	0,4	0,9
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,2	-1,2	-0,1	0,5	0,6
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,5	-0,2	0,7	-0,2	0,1
COMMERCE DE DÉTAIL	6,8	1,0	5,1	3,1	1,5
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,0	-0,1	0,2	-0,1	0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	6,7	1,1	4,8	3,2	1,4
INDICE GLOBAL	7,7	-0,2	6,2	4,2	2,8

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 2,8% en juillet 2025, après une hausse de 4,2% le mois précédent. Le renforcement de l'activité dans le commerce est porté par le commerce de détail (+1,5 point), le commerce de gros et activités des intermédiaires (+0,9 point), ainsi que par le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,5 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers se sont contractés de 7,2% en juillet 2025, après une hausse de 1,2% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont renforcés de 0,2% en juillet 2025, après une augmentation de 2,6% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	juin	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
Bénin	-8,7	-10,9	-6,5	8,0	-14,1	4,1
Burkina	1,1	5,5	0,3	3,7	4,3	2,4
Côte d'Ivoire	1,7	-2,1	0,0	-0,7	10,5	12,1
Guinée-Bissau	11,8	-34,4	1,2	-31,4	-5,6	-1,4
Mali	-12,3	4,0	8,3	-16,7	27,9	2,5
Niger	3,1	2,9	0,0	0,6	10,3	7,9
Senegal	-1,7	1,1	-3,5	1,0	5,5	5,5
Togo	6,9	-2,6	6,9	-12,3	7,9	-2,9
INDICE GLOBAL	0,1	-7,6	1,2	-7,2	10,4	10,8

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 10,8% en juillet 2025, après un accroissement de 10,4% en juin 2025. L'amélioration du chiffre d'affaires desdits services est observée notamment en Côte d'Ivoire (+12,1%), au Niger (+7,9%), au Sénégal (+5,5%), au Bénin (+4,1%), au Mali (+2,5%) et au Burkina (+2,4%). En revanche, une baisse est notée au Togo (-2,9%) et en Guinée-Bissau (-1,4%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024		2025		2025	
	juin	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
Bénin	0,1	-9,8	0,3	-10,2	15,8	15,3
Burkina	5	-2,1	5,6	-1,5	14,3	14,9
Côte d'Ivoire	2,5	1,0	2,9	1,5	14,9	15,5
Guinée-Bissau	12,9	4	12,7	5,7	8,6	10,4
Mali	6,5	4,1	7,2	2,3	14,7	12,7
Niger	0,5	1,9	0,7	2,1	14,8	15,1
Sénégal	-0,9	0,5	-1,4	0,4	16,8	16,7
Togo	6,9	1,9	5,7	1,7	14,6	14,4
INDICE GLOBAL	2,5	0,2	2,6	0,2	15,2	15,2

Source : BCEAO

(*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 15,2%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+16,7%), la Côte d'Ivoire (+15,5%), le Bénin (+15,3%), le Niger (+15,1%), le Burkina (+14,9%), le Togo (+14,4%), le Mali (+12,7%) et la Guinée-Bissau (+10,4%).

2.2. Inflation

En août 2025, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti, en glissement annuel, en baisse par rapport au mois précédent, en raison principalement du repli des prix des produits alimentaires.

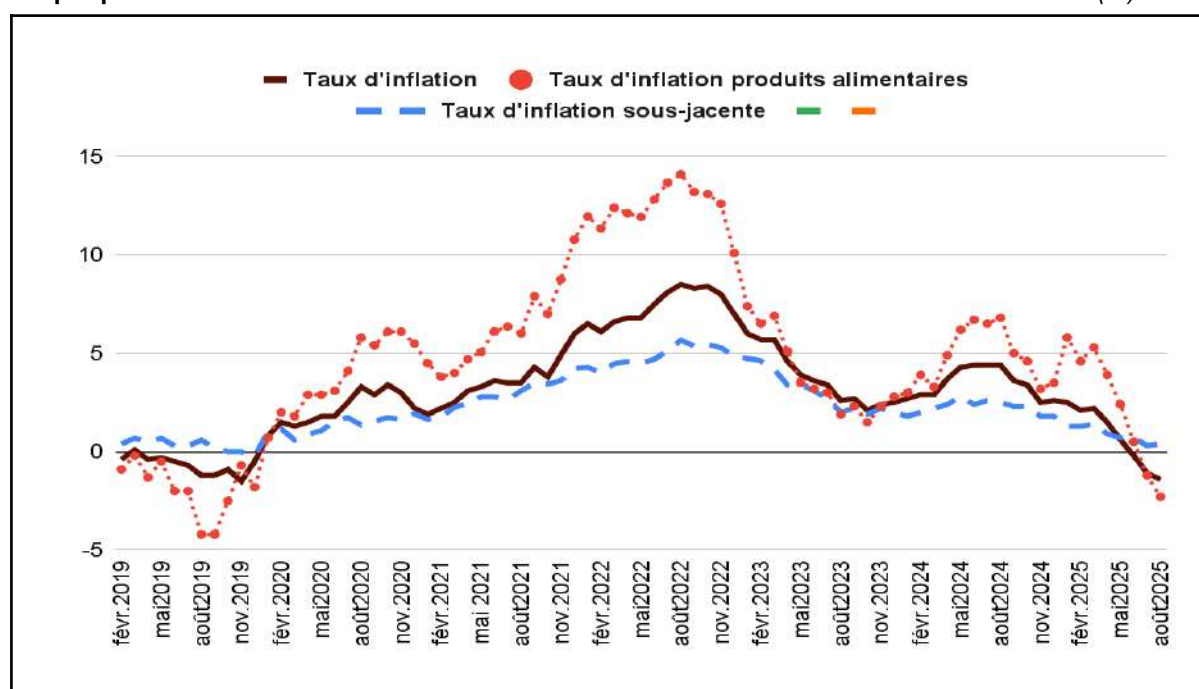
Sur la base des données disponibles², le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à -1,4% en août 2025, en baisse de 0,3 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de -1,1% observé en juillet 2025. La poursuite de la baisse de l'inflation est essentiellement imputable à la composante "Produits alimentaires", dont la contribution à l'inflation totale s'est contractée de 1,1 point de pourcentage (pdp).

² Les données de l'IHPC rénové à fin août 2025 sont disponibles au 22 septembre 2025 pour tous les pays de l'Union, à l'exception du Bénin, dont les données ont été estimées.

En effet, les prix des produits alimentaires ont reculé de 2,3% en août 2025, après une baisse de 1,2% un mois plus tôt. Cette évolution s'explique d'une part par l'amélioration de l'offre de produits vivriers sur les marchés locaux et, d'autre part, par la poursuite de la tendance baissière des prix des produits alimentaires importés. Les prix des céréales (-18,9% contre -17,1%), des huiles végétales (-4,0% contre -1,0%) et des légumes frais (-1,7% contre -0,5%) se sont contractés. La diminution du coût des céréales a également été soutenue par les différentes interventions de certains Etats et de leurs partenaires pour assurer la sécurité alimentaire des ménages. Concernant l'indice des prix des produits alimentaires importés par les Etats de l'Union, il a baissé de 11,3% en août 2025, après un repli de 15,7% le mois précédent.

L'examen de la dynamique de l'inflation par pays indique une baisse des prix au Burkina-Faso (-3,2% après -1,1%, soit -2,1 pdp), au Niger (-9,0% après -9,1%, soit +0,1 pdp), en Guinée-Bissau (-1,6% après -1,9%, soit +0,3 pdp), au Togo (-0,3% après -1,1%, soit +0,8 pdp) et une décélération sensible au Mali (+0,2% après +2,3%, soit -2,1 pdp). En Côte d'Ivoire, l'inflation est restée quasi stable (+0,8%) comparée à son niveau du mois précédent. En revanche, une accélération est observée au Sénégal (+2,2% après +1,8%, soit +0,4 pdp). Au Bénin, l'inflation estimée devrait afficher une légère hausse pour se fixer à 1,3% en août 2025 après 1,0% un mois plus tôt.

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est accru de 0,1 pdp par rapport au mois de juillet 2025 pour se situer à 0,4% en août 2025.

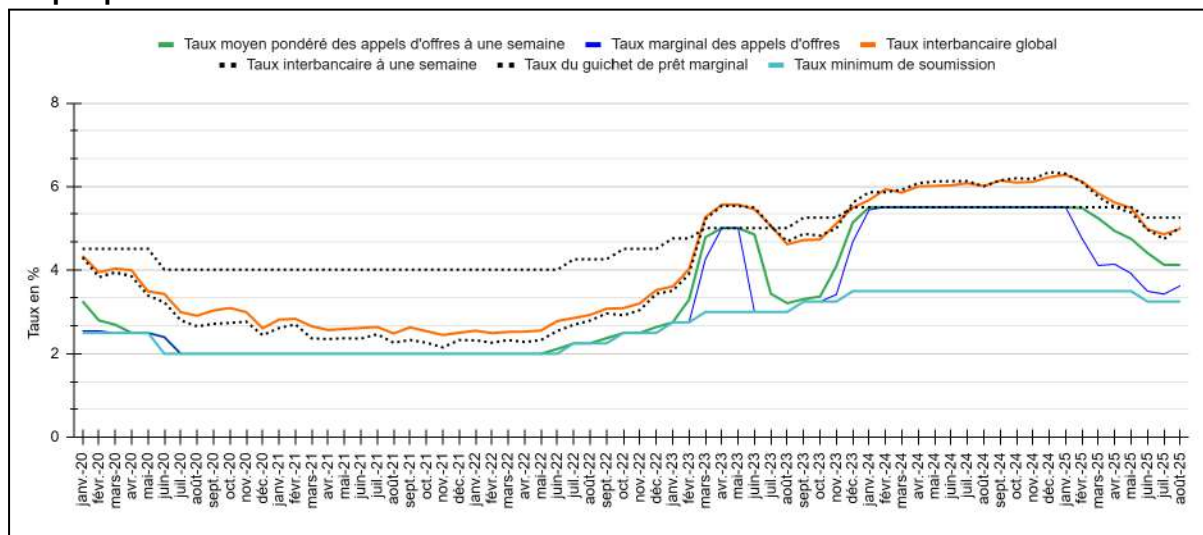
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, le 17 septembre 2025, de maintenir inchangés les taux directeurs de la BCEAO, à leurs niveaux en vigueur depuis le 16 juin 2025. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est maintenu à 3,25% et le taux sur le guichet de prêt marginal à 5,25%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établie à 4,11% en août 2025 après 4,12% en juillet 2025 et le taux marginal est ressorti à 3,63% en août 2025 contre 3,43% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine s'est établi à 5,02% en août 2025, en hausse de 28 points de base (pdb) par rapport à son niveau de juillet 2025 (4,74%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 4,98% en août 2025, en hausse de 12 pdb par rapport à juillet 2025 et en recul de 102 pdb sur un an.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de juillet 2025 sont ressortis en baisse (-2 pdb) par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 6,68% en juillet 2025, contre 6,70% le mois précédent et 7,13% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a diminué au Bénin (7,61% contre 7,64%), au Burkina (7,55% contre 7,57%), en Côte d'Ivoire (6,24% contre 6,25%), au Sénégal (5,81% contre 5,82%) et au Togo (7,50% contre 7,51%). Par contre, une hausse a été observée en Guinée-Bissau (9,51% contre 9,46%), au Mali (7,45% contre 7,42%) et au Niger (8,87% contre 8,85%).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme se sont accrus pour ressortir à 5,40%, contre un niveau de 5,37% enregistré le mois précédent, et en hausse de 4 pdb par rapport à juillet 2024 (5,36%). Par pays, la rémunération des dépôts s'est améliorée au Togo (5,61% contre 5,56%), au Burkina (5,57% contre 5,53%), au Niger (5,23% contre 5,19%) et au Sénégal (5,58% contre 5,55%), tandis qu'elle s'est réduite au Mali (4,96% contre 5,13%), en Côte d'Ivoire (4,96% contre 5,00%), au Bénin (5,35% contre 5,38%) et en Guinée-Bissau (3,50% contre 3,51%).

3.3. Monnaie

A fin juillet 2025, la masse monétaire est ressortie, en glissement annuel, en hausse de 13,2%, après 12,7% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts ont progressé respectivement de 17,3% et 12,0%, après des augmentations respectives de 16,3% et 11,6% à fin juin 2025.

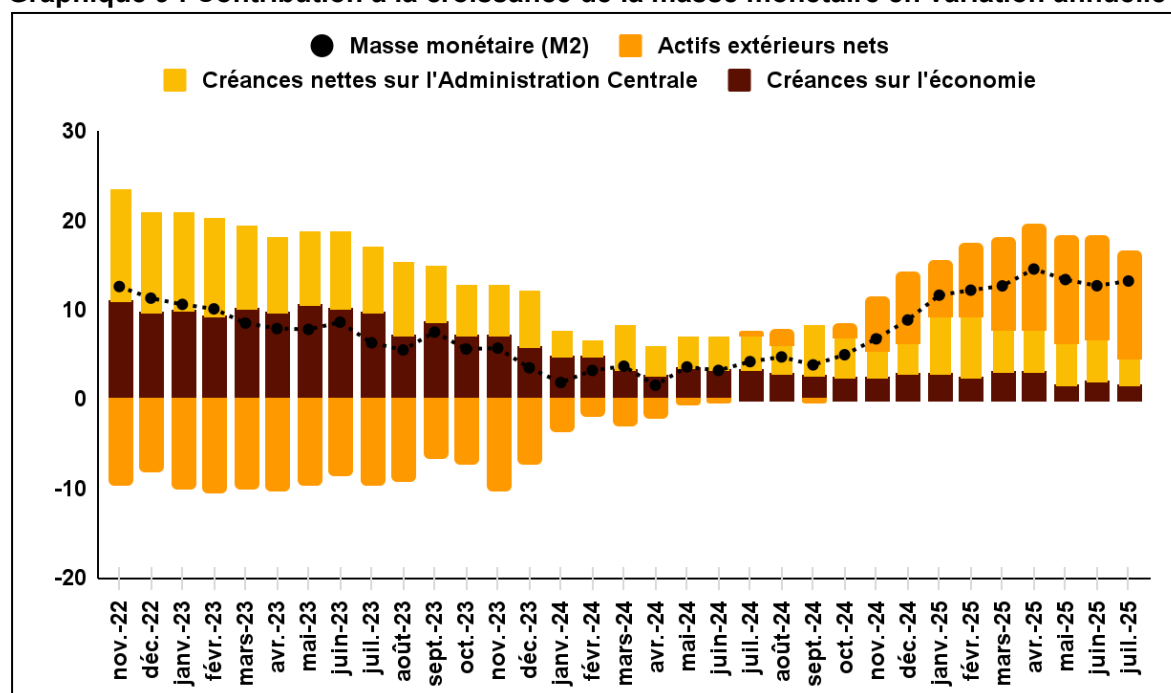
Tableau 6 : Situation monétaire à fin juillet 2025 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	juin-24	juil.-24	juin-25	juil.-25	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	48 483,8	48 094,2	54 636,3	54 451,0	0,3	-0,3	12,7	13,2
Circulation fiduciaire	11 185,7	10 959,6	13 006,6	12 855,3	-0,9	-1,2	16,3	17,3
Dépôts	37 298,1	37 134,6	41 629,7	41 595,7	0,7	-0,1	11,6	12,0
Actifs extérieurs nets	2 811,3	2 080,2	8 357,9	7 779,9	4,2	-6,9	197,3	274,0
Créances intérieures	58 638,2	58 814,2	62 566,1	61 545,9	1,0	-1,6	6,7	4,6
Créances nettes sur APUC	23 831,2	23 990,4	26 680,8	25 833,1	0,9	-3,2	12,0	7,7
Créances sur l'économie	34 806,9	34 823,8	35 885,3	35 712,8	1,1	-0,5	3,1	2,6

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin juillet 2025 résulte de la hausse en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+5.699,7 milliards ou +274,0%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+2.731,7 milliards ou +4,6%). Le renforcement des AEN est lié à l'amélioration du profil des comptes extérieurs.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin juillet 2025, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 5.699,7 milliards (+274,0%), en glissement annuel.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 4,6% à fin juillet 2025, après 6,7% en juin 2025. Cette augmentation est portée par celle des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+1.842,7 milliards) et des créances sur l'économie (+889,0 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 2,6% à fin juillet 2025, après 3,1% enregistrée à fin juin 2025. Les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont augmenté de 3,0% à fin juillet 2025 après +1,9% un mois plus tôt. En ce qui concerne les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), la hausse du crédit accordé a été de 3,8% sur la même période après 7,0% enregistrée le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

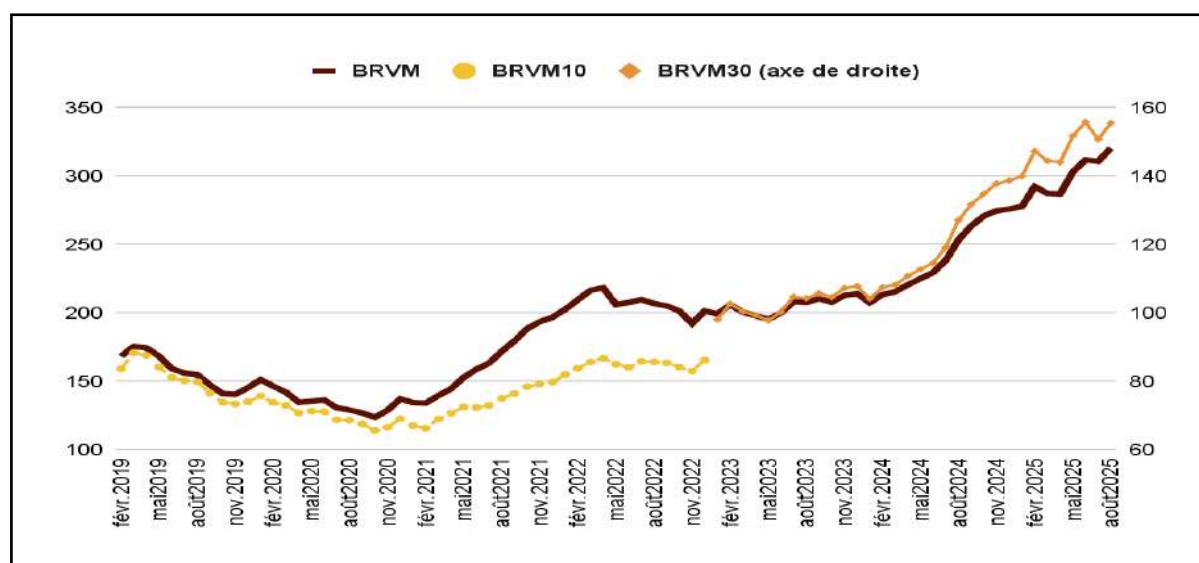
Les activités du marché boursier régional ont progressé en août 2025. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 721,0 milliards en août 2025, soit une baisse de 816,0 milliards (-53,1%) par rapport au montant levé le mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité affichent une évolution positive. A fin août 2025, l'indice global, le BRVM Composite, s'est accru de 3,1% par rapport à sa valeur à fin juillet 2025, pour s'établir à 320,5 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, a augmenté de 3,1% par rapport à sa valeur du mois précédent, pour se situer à 155,6 points. A la date du 22 septembre 2025, les indices BRVM 30 et BRVM Composite se sont renforcés de 3,3% et 0,8% par rapport à leur valeur de fin août 2025.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés respectivement de 27,3% et 23,1% par rapport à la moyenne d'août 2024.

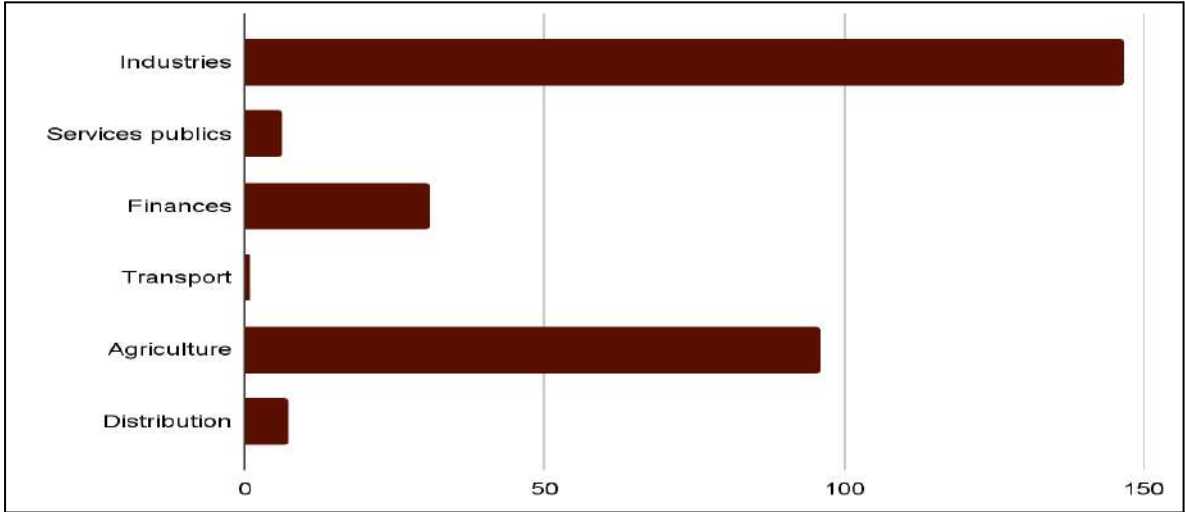
Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est améliorée de 17,5% par rapport à fin août 2024 pour s'établir à 23.225,8 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par l'accroissement des indices des branches « Industries » : +146,7%, « Agriculture » : +96,0%, « Finances » : +30,7%, « Distribution » : +7,4%, « Services publics » : +6,1% et « Transport » : 1,0%. La capitalisation du marché des actions a augmenté de 31,5% à 12.358,3 milliards tandis que celle du marché des obligations a progressé de 4,8% à 10.867,5 milliards.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en août 2025 en variation annuelle en %



Source : BRVM

4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les Etats membres de l'UMOA ont levé en août 2025, 721,0 milliards, dont 363,1 milliards sous forme de bons du Trésor (50,4%) et 357,9 milliards sous forme d'obligations du Trésor (49,6%). Par rapport au mois précédent, les ressources mobilisées ont diminué de 452,0 milliards (-38,5%). Les émissions d'obligations du Trésor (-477,3 milliards ou -57,1%) ont enregistré une baisse marquée, atténuée par l'augmentation des émissions de bons du Trésor (+25,2 milliards ou +7,5%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication s'est renforcé de 75,6% (+310,3 milliards).

Le taux de couverture³ global des montants mis en adjudication s'est replié pour ressortir à 127,9% en août 2025, contre 142,9% le mois précédent.

Le marché régional de la dette publique n'a enregistré aucune opération sur le compartiment par **syndication** au cours du mois d'août 2025. Pour rappel, les ressources levées sur ce segment au cours du mois de juillet 2025 se chiffraient à 364,0 milliards.

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	août 2024	juillet 2025	août 2025	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	265	337,9	363,1	25,2	7,5	98,1	37,0
Obligations par adjudication	145,6	835,1	357,9	-477,2	-57,1	212,3	145,8
Total adjudication	410,6	1 173,0	721	-452,0	-38,5	310,4	75,6

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

Obligations par syndication	136,7	364	0	-	-	-	-
Total marché régional des titres publics	547,3	1 537,0	721	-816,0	-53,1	173,7	31,7
Marché des eurobonds	0	200	0	-200,0	-	-	-
Total général	547,3	1 737,0	721	-1 016,0	-58,5	173,7	31,7

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons s'est replié de 6 points de base (pdb) pour s'établir à 7,02% en août 2025. Pour sa part, le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a augmenté de 19 pdb pour ressortir à 7,69% en août 2025. La baisse du taux de sortie des bons reflète notamment le raccourcissement des échéances au cours du mois. Au niveau du compartiment des obligations, la hausse du rendement moyen pondéré résulte essentiellement d'un allongement de la maturité moyenne des titres émis, passée de 3,3 ans à 4,4 ans de juillet à août 2025.

Par rapport à la même période de l'année 2024, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor a affiché une diminution de 62 pdb après un niveau de 7,64% en août 2024. En revanche, le rendement moyen pondéré des obligations s'est accru de 18 pdb pour se situer à 7,69% contre 7,51% l'année précédente.

Sur les **marchés financiers internationaux des capitaux**, aucune opération n'a été réalisée par les Etats membres.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	août 2024	juillet 2025	août 2025	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,64	7,08	7,02	-0,06	-0,62
Obligations	6,75	7,27	7,69	0,42	0,94
<i>Par adjudication</i>	<i>7,51</i>	<i>7,5</i>	<i>7,69</i>	<i>0,19</i>	<i>0,18</i>
<i>Par Syndication</i>	<i>5,95</i>	<i>6,74</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Eurobonds	-	2,33	-		
<i>émission en dollar</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>émission en FCFA</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent bien orientées, mais sont tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire interne, ainsi que des aléas climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans la trajectoire positive de la conjoncture soutiendrait les performances économiques de l'UEMOA.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par une progression de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,5% au troisième trimestre 2025, après des estimations de 6,5% et 7,0% respectivement aux deuxième et premier trimestres 2025. La vigueur de la demande intérieure contribuerait à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	2T2024	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025
Secteur primaire	1,5	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6
Agriculture vivrière	5,5	5,5	6,7	6,5	6,0	6,0	6,1
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,5	1,5	1,3	1,2	1,1	1,1	1,2
Secteur secondaire	1,4	1,4	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6
Activités extractives	-0,1	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,3	5,3	5,4	5,2	4,8	4,8	4,9
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,9	0,9	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
BTP	1,0	1,0	-9,6	-9,3	-8,6	-8,6	-8,8
Secteur tertiaire	3,2	3,2	3,7	3,6	3,3	3,3	3,4
Commerce	2,1	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7
Transports, postes et communications	0,2	0,2	-8,0	-7,7	-7,2	-7,2	-7,3
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,5	0,5	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Services non marchands	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
Impôts et taxes	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Produit Intérieur Brut	6,1	6,1	7,2	7,0	6,5	6,5	6,6

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations en glissement annuel situent le taux de croissance de la masse monétaire de l'Union à 13,2% à fin août 2025, en hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport à son niveau de juillet 2025. L'amélioration de 6.379,1 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de (2.936,3 milliards ou +5,0%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 6.137,9 milliards.

L'augmentation attendue des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+5,2%) et à celle des créances sur l'économie (+4,8%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin août 2025 par le renforcement des dépôts (+11,5%) et de la circulation fiduciaire (+18,8%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à -1,0% en septembre, -0,5% en octobre et +0,1% en novembre 2025. Cette évolution contenue des prix résulterait de la poursuite de la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi que de l'approvisionnement suffisant des marchés de l'Union en produits céréaliers à la faveur d'une bonne campagne agricole. Elle serait également liée à la récente révision à la baisse des tarifs des produits pétroliers en Côte d'Ivoire. En effet, à compter du 1^{er} septembre 2025, le prix de l'essence dans ce pays est passé de 855 francs CFA à 805 francs CFA (-2,9%) et celui du gasoil de 700 francs CFA à 625 francs CFA (-3,5%). Toutefois, la dynamique des prix

pourrait être atténuée par l'effet des perturbations de la chaîne d'approvisionnement en produits alimentaires, en lien avec la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 21	déc. 22	déc. 23	déc. 24	juillet 25	août 25	sept. 25	oct. 25
Produits alimentaires et boissons	4,7	4,6	1,1	1,6	-0,8	-1,3	-0,9	-0,5
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Logement	0,5	0,6	0,3	0,3	-0,2	0,1	0,1	0,0
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Transport	0,2	0,7	0,4	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,2	0,3	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1
Assurances et services Financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Ensemble	6,0	7,0	2,5	2,6	-1,1	-1,4	-1,0	-0,5

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	0,4	0,0	0,2	0,8	0,5
Commerce de véhicules automobiles	0,1	0,0	0,0	0,5	0,4
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,1	0,0	0,1	0,0	0
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,3	0,0	0,1	0,1	0
Commerce et réparation de motocycles	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITES DES INTERMEDIAIRES	0,4	-1,2	0,9	0,4	0,9
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,2	-1,2	-0,1	0,5	0,6
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,5	-0,2	0,7	-0,2	0,1
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	-0,1	0,1	0,0	-0,1	0
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
COMMERCE DE DÉTAIL	6,8	1,0	5,1	3,1	1,5
Commerce de détail en magasin non spécialisé	0,0	-0,1	0,2	-0,1	0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	6,7	1,1	4,8	3,2	1,4
INDICE GLOBAL	7,7	-0,2	6,2	4,2	2,8

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2024	2025		2025	
	juillet	juin	juillet (*)	juin	juillet (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	2,2	2,3	0,1	10,1	7,8
Extraction d'hydrocarbures	2,0	0,4	0,0	5,7	3,6
Extraction de minerais métalliques	-1,7	1,7	-0,1	-1,6	0,1
Autres activités extractives	-0,1	-0,1	0,1	0,7	0,9
ACTIVITES DE FABRICATION	1,0	-2,0	1,9	2,2	3,2
Fabrication de produits alimentaires	1,1	-1,5	0,7	1,8	1,4
Fabrication de boissons	-0,1	-0,8	0,0	0,2	0,3
Fabrication de produits a base de tabac	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,1
Fabrication de textiles	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Fabrication d'articles d'habillement	-0,8	0,3	-0,2	-0,4	0,2
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,2
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	-0,2	-0,2	0,0	-0,1	0,1
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Raffinage pétrolier, cokéfaction	0,9	0,2	0,3	0,3	-0,2
Fabrication de produits chimiques	0,2	0,0	1,0	0,6	1,5
Fabrication pharmaceutiques	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2
Travail de caoutchouc et du plastique	0,0	0,3	0,0	0,1	0,1
Fabrication de matériaux minéraux	0,4	-0,3	-0,1	0,2	-0,3
Métallurgie	-0,2	0,0	0,0	-0,3	-0,1
Fabrication d'ouvrages en métaux	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,1	0,1	0,0	0,1	-0,1
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION DELECTRICITE ET DE GAZ	-0,3	-0,4	-0,1	0,5	0,6
Production et distribution d'électricité et du gaz	-0,3	-0,4	-0,1	0,5	0,6
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	3,1	0,2	1,7	13,6	12,0

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST